

R ressortissants congolais retournés/expulsés de l'Angola

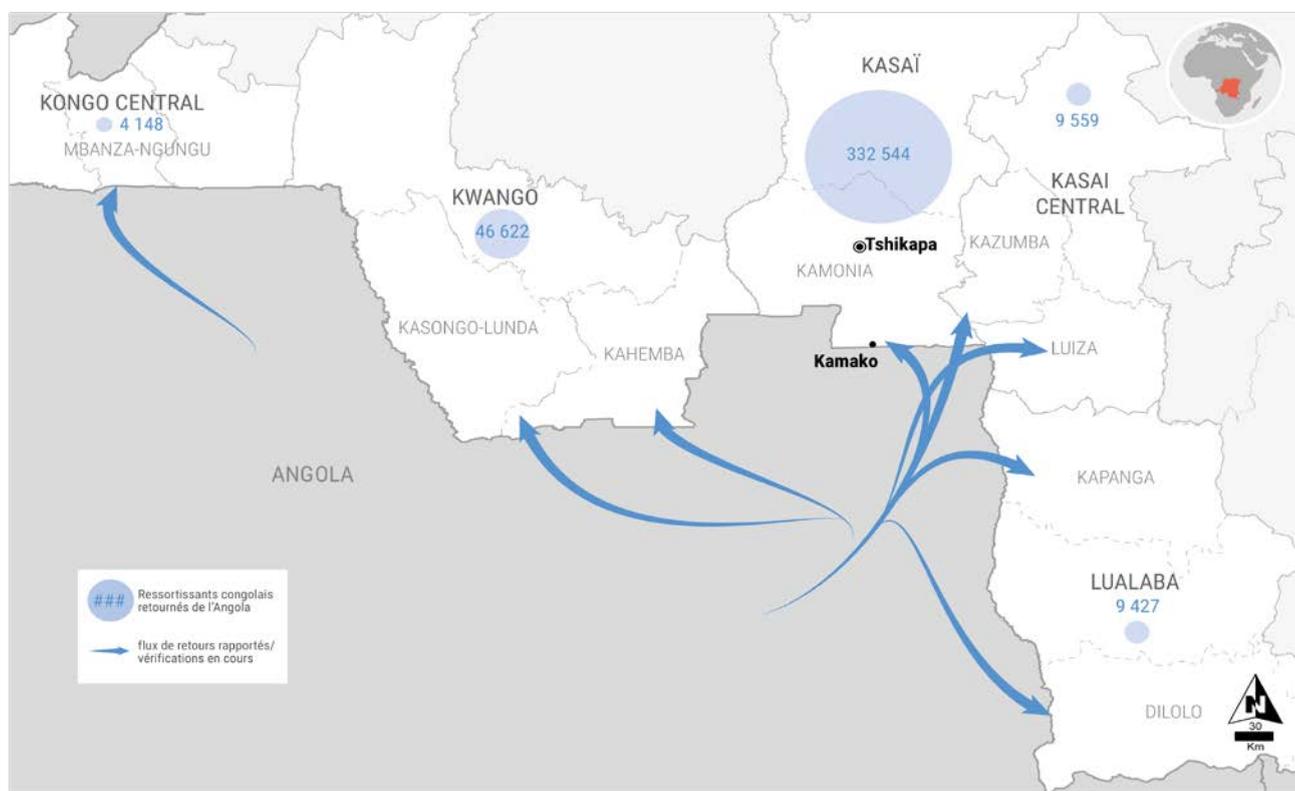
Rapport de situation No.6 (en date du 8 janvier 2019)



Ce rapport a été produit par OCHA RDC en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 18 décembre 2018 et 31 janvier 2019.

Faits saillants

- Plus de 402 000 personnes sont retournées de l'Angola entre début octobre 2018 et fin janvier 2019 dans cinq provinces de la République démocratique du Congo (RDC). Bien que le flux a sensiblement baissé depuis novembre 2018, quelque 600 personnes en moyenne par jour continuent de traverser la frontière.
- Près de 183 000 retournés présents dans le territoire de Kahemba, Fetshi et Kasongo-Lunda identifiés par une mission conjointe d'évaluation menée en fin novembre sont toujours sans assistance. Une intervention en cash est en cours de planification pour le mois de février.
- Au moins 141 000 retournés ont pu rejoindre leurs zones d'origine dans le territoire de Kamonia, dans la province du Kasai, alors qu'environ 21 500 autres, en transit dans la province du Kwilu, sont bloqués par manque de transport vers leurs destinations finales.
- Lancement des activités d'ouverture des axes sous financement du FH et allocation d'environ 10 millions de dollars américains dans le cadre du CERF.



Données de la Direction Générale des Migrations au 31 janvier 2019.

Chiffres clés

402 300

R ressortissants congolais arrivés de l'Angola dans cinq provinces de la RDC

(Au 31 janvier 2019)

317

Incidents de protection au mois de décembre sur les retournés dans la province du Kasai

(Au 25 janvier)

36 428

Ménages retournés définitivement dans la province du Kasai

(Au 25 janvier)

499

Enfants non accompagnés retournés dans la province du Kasai

(Au 31 janvier)

Aperçu de la situation

Selon les sources officielles, entre le 1er octobre 2018 et le 31 janvier 2019, **402 300 ressortissants congolais sont retournés de l'Angola**. Les données validées au niveau national par la Direction Générale des Migrations (DGM) font état de 300 365 retournés volontaires et 101 935 expulsés qui ont été accueillis dans cinq provinces de la RDC : le Kasai, le Kasai Central, le Kwango, le Kongo Central et le Lualaba. Au cours de cette période, 28 563 personnes ont franchi la frontière pour une moyenne **d'environ 635 personnes par jour**. De plus les expulsions représentent 84 pour cent du flux de retour dont 50 pour cent passent par la province du Kwango.

| | Provinces | Territoires | Hommes | Femmes | Enfants | Total |
|--|---------------|---|----------------|----------------|---------------|----------------|
| Retournés volontaires et Expulsés | Kasai | Tshikapa, Kamonia | 152 431 | 91 766 | 88 347 | 332 544 |
| | Kasai Central | Lwiza | 4 348 | 2 594 | 2 617 | 9 559 |
| | Kongo Central | Mwanda, Boma, Songololo, Mbanza-Ngungu, Tshiela, Matadi | 2 362 | 1 034 | 752 | 4 148 |
| | Kwango | Kahemba, Kasongo-Lunda | 31 491 | 8 139 | 6 992 | 46 622 |
| | Lualaba | Dilolo | 7 357 | 1 341 | 729 | 9 427 |
| TOTAL | | | 197 989 | 104 874 | 99 437 | 402 300 |

Le chiffre global de la DGM ne reprend pas en totalité 286 706 personnes rapportées dans différentes missions en attente d'inclusion dans les statistiques officielles. Il s'agit de 103 675 retournés dans la province du Kasai Central (dont **77 731 retournés** dans les zones de santé de Luiza et Masuika et **25 944 retournés** dans la zone de santé de Yangala) et de **183 031 retournés** dans la province du Kwango (voir Sitrep 4 et 5). La communauté humanitaire continue d'attendre de la DGM nationale une vérification de ces mises à jour en vue de parvenir à un consensus.

À titre d'information, la veille humanitaire de CARITAS, financée par l'UNICEF, estime que 534 522 personnes sont retournées d'Angola au 28 décembre 2018 dans six provinces de la RDC, à savoir le Kasai (350 552), le Kasai Central (139 238), le Kwango (28 600), le Kongo Central (2 129), le Lomami (10 400), et le Lualaba (3 633). Actuellement, CARITAS est la seule organisation qui renseigne sur la présence des retournés dans la province de Lomami.

De manière globale, la tendance à la baisse du mouvement de retour/expulsion observée depuis la fin de novembre s'est maintenue au cours du mois de décembre 2018 et de janvier 2019. En particulier dans la province du Kasai, selon la DGM/Kamako et le Programme National de l'Hygiène aux Frontières, **13 546 retournés** ont traversé les frontières de la province du Kasai du 1er décembre 2018 au 19 janvier 2019. La moyenne journalière est d'environ 260 personnes retournées qui traversent par différents points d'entrée pour lesquelles 95 pour cent passent par Kamako.

L'accalmie en cours n'exclut pas l'éventualité de la relance d'une opération d'expulsion dure et ferme comme ce fut le cas au début d'octobre 2018. D'après diverses sources, **les autorités angolaises sont déterminées à poursuivre l'expulsion de tout étranger en situation irrégulière durant les deux prochaines années**.

Au total, **141 643 personnes** ont rejoint leur destination finale dans six zones de santé du territoire de Kamonia ainsi que dans la ville de Tshikapa, selon les résultats de l'évaluation DTM réalisée par l'OIM et dont les chiffres ont été validés par les autorités provinciales. En dehors de la province du Kasai, les autres destinations sont les provinces du Kasai central, de Kwilu et même la ville-province de Kinshasa. Toutefois, selon le Comité de crise de Kamako, **33 000 retournés** d'Angola seraient encore dans la cité alors que population totale est estimée à 52 000 habitants.

Environ 1 600 personnes vulnérables de Kamako ont bénéficié de l'appui en transport vers leur destination finale à travers les ONG Handicap International (HI) et HELPAGE, sur un financement du START FUND, et HI organise présentement le transport de 750 personnes vers leurs destinations finales, à partir de Kamako. L'assistance en transport reste très insignifiante au vu de la population retournée dont la majorité est condamnée à se déplacer à pied sur plusieurs centaines de kilomètres.

Selon une mission d'évaluation conduite au mois de décembre, **21 539 personnes** expulsées d'Angola, dont 8 998 enfants, vivent encore dans des sites spontanés dans les villes de Kikwit et Gungu, par manque de moyens de transport pour rejoindre leurs destinations finales. Environ 5 300 autres retournés ont été récemment profilés par le HCR à Kamako. Ces personnes sont sans assistance en dépit de leurs besoins humanitaires urgents dans les secteurs de protection, EHA, AME/Abris, santé, nutrition et sécurité alimentaire.

De manière similaire, dans la province du Kwango, **183 031 personnes** retournées sont toujours sans assistance depuis leur arrivée. Cette présence, confirmée par les autorités locales, avait été rapportée par une mission d'évaluation multisectorielle conduite à la fin de novembre dans les territoires de Kahemba, Fetshi et Kasongo-Lunda qui

recommandait une réponse multisectorielle immédiate qui tiendrait compte de 17 844 anciens déplacés du Kasai et de la population autochtone vulnérable.

Au total, **819 incidents de protection** ont été enregistrés durant le mois de décembre 2018 dans la province du Kasai, dont 75 pour cent sont liés aux violations des droits et libertés individuelles, et celles basées sur le genre, selon le rapport de monitoring de protection. **Plus de 300 de ces incidents** concernent les personnes expulsées d'Angola.

La quasi-totalité des personnes expulsées d'Angola arrivent en RDC sans documents d'identification, ce qui les expose à des multiples violations de leurs droits le long de leur parcours. Un plaidoyer fort est nécessaire auprès des autorités étatiques pour l'octroi de papiers d'identification provisoires à ces personnes en vue de diminuer les tracasseries routières et les épargner des suspicions dans les zones où des milices sont encore actives.

Financement

- **Fonds Humanitaire** : Trois organisations humanitaires ont bénéficié de l'allocation d'urgence de 1 million de dollars américains : il s'agit des ONG APROBES, CEILU et HI. Ce financement a pour objectif l'ouverture de l'accès en vue de permettre une mise en œuvre efficace de la réponse. Le lancement des premiers travaux de réhabilitation a eu lieu le 5 janvier dernier par l'ONG CEILU.

Par ailleurs, l'OIM vient de recevoir 2 millions de dollars pour l'organisation du transport d'urgence de 13 400 personnes retournées vers leur destination finale en toute sécurité à partir des sites dans lesquels les retournés se sont installés, avec une assistance en transferts monétaires à usage multiples.

- **CERF** : Onze projets ont été approuvés sous la fenêtre Rapid Response du CERF, pour un montant de 9 823 584 dollars américains. Les agences des Nations Unies récipiendaires de ces fonds ont été invitées à informer aussitôt leurs partenaires opérationnels et à leur verser rapidement les fonds requis. La durée de mise en œuvre de ces projets est de six mois maximum suivant la date de décaissement des fonds par le Secrétariat du CERF.

Réponse Humanitaire et gaps

Province du Kasai

- **Logistique/Accès** : L'ONG CEILU a procédé, le 5 janvier, au lancement du projet d'amélioration d'urgence de l'accessibilité physique pour l'assistance des personnes vulnérables vivant dans la zone de santé de Mutena. Ce projet de six mois prévoit l'ouverture en urgence de 150 km de route et la réparation du bac Mutena.
- **WASH** : L'ONG SOLIDARITES a réhabilité 16 sources et installé une station de traitement d'eau à Kamako. Environ 51 800 personnes en sont bénéficiaires et des fonds résiduels couvrent la même intervention à Sumbula.

MEDAIR/UNICEF a construit 31 latrines et 25 douches publiques d'urgence et mis en place 12 trous à ordures, sept points de chloration et 80 stations de lavage des mains en faveur de 15 663 personnes à Kamako. L'entretien des points de chloration et l'installation des stations de lavage de mains se poursuit.

HELPAGE/UNICEF a distribué des kits WASH à 3 966 ménages et mis en place 24 points de chloration dans les villages de l'axe Kamako-Tshikapa. 49 portes de latrines ont été construites sur l'axe routier Kamako – Tshikapa.

L'OIM a assuré la construction des latrines et douches durables, l'adduction d'eau à la frontière de Kamako et la formation des membres de comité de gestion de ces ouvrages.

Gaps : D'importants gaps subsistent en matière d'accès à l'eau potable dans toutes les localités de retour, notamment à Kabungu pour de plus de 27 000 personnes, y compris les retournés d'Angola et à Nsumbula, pour une population estimée à près de 52 988 personnes dans la province du Kasai.

- **Santé** : Depuis la fin du projet de clinique mobile et de référencement d'une ONGI, les retournés à Kamako n'ont plus d'assistance gratuite en soins de santé primaire. Cependant, cette ONGI continue l'appui au bureau de la zone de santé de Kamonia en suivi épidémiologique et vaccination contre la rougeole.

UNFPA assure le renforcement des capacités des formations sanitaires Kamako I et Kamako II et la dotation en différents kits ayant permis de répondre aux besoins de 79 998 personnes dont 53 334 retournés. À ce jour, 1 985 personnes ont bénéficié d'une prise en charge gratuite dans le centre de santé Sallam par l'ONG AJID.

L'UNICEF appuie en médicaments essentiels sept aires de santé de Kamonia (kits basiques et antipaludiques), contribue à la campagne de vaccination préventive contre la rougeole dans dix aires de santé à risque et appui au renforcement du programme élargi du vaccination de routine dans toute la zone de santé de Kamonia ayant accueilli les retournés.

L'OIM a appuyé la prise en charge gratuite des vulnérables retournés et déplacés internes, en soins de santé primaires dans les aires de santé Kamako I et Kamako II et la localité de Kamako en faveur de 6 000 personnes.

Gaps : Les besoins en réponses humanitaires au plan sanitaire restent importants à Kamako même et dans les localités des zones de santé de Kamonia, Mutena et Kamwasha ayant accueilli les retournés. Les cas de maladies diarrhéiques sont en augmentation et les notifications des cas de rougeole ont sensiblement augmenté dans les

zones de santé affectées par la crise.

- **Nutrition** : ADRA assure la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère (MAS) de tous les enfants de 6 à 59 mois dans toutes les aires de santé de Kamonia sous financement UNICEF et la prise en charge de la malnutrition aiguë modérée (MAM) avec leurs accompagnants à Kamonia centre, Kamako I et Kamako II, grâce à un appui de WFP. Plus de 872 cas de MAS et 8 237 de MAM ont été enregistrés parmi les personnes retournées d'Angola.

ADRA/OMS assure la prise en charge des cas de malnutrition avec complications à l'hôpital général de référence de Kamonia et l'OMS assure aussi la dotation en médicaments essentiels au centre de santé de Kamako-Etat, à travers l'OIM. L'OIM a assuré la distribution d'un repas froid à 16 515 retournés vulnérables à Kamako et à la frontière avec l'Angola.

- **Education** : HELPAGE/UNHCR vient de construire 30 salles de classe d'urgence dans cinq écoles primaires (Mudipanu, Kajama, Mafo, Funji Shakamena et Kamako II) en faveur de 1 050 enfants (467 filles et 583 garçons).

L'ONG AIDES avec un financement de « Education Cannot Wait » a finalisé la construction de trois salles de classes avec latrines à l'école primaire Sona, dans la sous-division de Tshikapa I.

L'ONG AJID/UNICEF a facilité l'accès à l'éducation primaire de 1 231 enfants (dont 665 filles) et a identifié 5 140 enfants déscolarisés (dont 2 413 filles) dont 3 935 enfants refoulés (dont 2 413 filles) et 1 205 enfants résidents (dont 603 filles) non scolarisés à Kamako, Kabungu, Kamonia, Kabuakala et Nsumbula. Aussi, quatre salles de classe temporaires ont été mis en place et 575 personnes sensibilisées à l'intégration des enfants à l'école. 30 enseignants bilingues ont été formés pour les cours de récupération des enfants parlant portugais.

L'ONG SAPI a appuyé la réintégration dans le cursus scolaire de 661 enfants non accompagnés (ENA) et vulnérables ayant réintégré l'école et l'ONG AIDES a appuyé les cours de rattrapage de 896 enfants.

Gaps : Hormis la cité de Kamako, Kamonia et Sumbula et l'aire de santé de Kabungu, aucune autre intervention en éducation d'urgence n'est mise en œuvre dans les zones de retour.

- **Sécurité alimentaire** : l'ONG OXFAM a assuré la distribution du Cash à 2 958 retournés et la relance agricole en faveur de 1 224 ménages dans six villages aux alentours de Kamako. Une intervention en cash en faveur de 5 400 personnes vient d'être clôturée à Sumbula, toujours dans la zone de santé de Kamonia.

Le PAM, en partenariat avec l'ONG ADRA, a distribué des vivres à 48 325 retournés, dont 36 000 retournés ayant choisi Kamonia comme destination finale. Une distribution des vivres est également envisagée à Sumbula en faveur de 80 000 personnes. En partenariat avec l'ONG Christian Aid, WFP a fait une distribution de cash à 10 770 personnes retournées vulnérables de Kamako. Quelques 32 801 personnes ont été enregistrées par WFP pour une assistance en cash au cours du mois de février 2019 dans la province du Kwango.

L'ONG ACF a assisté en vivres 2 980 ménages retournés et familles d'accueil dans les aires de santé de Kamako I, Kamako II, Kabungu, Ntambwe et Lubamipese.

Gaps : Bien que plus de 140 000 personnes expulsées soient rentrées dans leurs localités d'origine dans le territoire de Kamonia, il reste un gap important en sécurité alimentaire et en relance agricole dans les zones de retour largement précarisées par la crise de Kamwina Nsapu. Les zones de santé de Kamonia et de Kamwisha, principales zones d'accueil des retournés d'Angola, avaient déjà accueilli plus de 370 000 retournés de l'ancienne crise.

- **Protection** : Le HCR a assuré le renforcement des capacités de 128 autorités (AT, FARDC, DGM, Police, DGDA et des Services d'Hygiène, chefs traditionnels, CNR), acteurs humanitaires et leaders d'opinion, sur la protection internationale. Le HCR a également assuré le recensement des 6 000 réfugiés congolais refoulés et la distribution des AME en faveur de 2 160 ménages à Kamako et 840 ménages dans la cité de Kamonia.

WCUK/HCR intervient en monitoring de protection et profilage à Sumbula et dans les aires de santé frontalières de l'Angola. Après un premier profilage à Kamako et sur les autres portes d'entrée avec le START FUND, une réorientation de ce travail est en cours vers les zones de retour d'expulsés d'Angola.

L'UNICEF avec les partenaires du Groupe de Travail Protection de l'Enfance dont l'ONG SAPI, a mis en place les activités suivantes :

- Identification et prise en charge transitoire de 499 enfants retournés identifiés comme ENA
- Réunion de 302 ENA : 105 à Luambo (dont 39 filles) et 197 à Kamako (dont 82 filles). Parmi les ENA de Kamako, 129 "auto-réunifiés"
- Appui à 122 Familles d'accueil transitoires (52 à Luambo et 70 à Kamako) pour la prise en charge des ENA
- Appui et référencement médical pour sept enfants retournés (un à Luambo et six à Kamako)
- Prise en charge médicale et soutien psychosocial pour 16 enfants (dont 15 filles) survivants de violences sexuelles à Kamako
- Mise en place des activités récréatives et psychosociales pour 3 996 enfants dont 1 468 filles (3 205 Luambo et 791 à Kamako) à travers des espaces amis d'enfants mobiles.

L'ONG OXFAM a distribué des kits de dignité à 650 femmes à Kabungu.

Gaps : Plus de 80 pour cent d'expulsés n'ont pas leurs pièces d'identité, ce qui les expose à des multiples tracasseries et aux abus de protection (viols, arrestations, etc.). Au mois de décembre 2018, 442 incidents de protection ont été enregistrés, dont plus de 300 victimes directes sont des expulsés d'Angola.

- **AME/Abris :** L'OIM a distribué des kits moustiquaires à 1 000 ménages dans les aires de santé Kamako I et Kamako II et la localité de Kamako. L'ONG HELPAGE a distribué des kits abris à 3 996 ménages arrivés dans leurs milieux de retour dans les aires de santé de Tshivunde, Lupemba, Lubamipese, Lubami Manga, Nsumbula, et Tshinyota. Une distribution du cash inconditionnel comme kit de réinsertion abris a été également fait à Kamako et des hangars de transit ont été construits en faveur des ménages en transit sur l'axe Kamako-Tshikapa.

Dans le cadre du programme RRMP mis en œuvre par le consortium NRC – Solidarités International, 4 960 ménages retournés d'Angola et familles d'accueils ont bénéficié d'une assistance monétaire à usage multiple dans cinq aires de santé sur l'axe Kamako-Tshikapa dans le territoire de Kamonia.

Gaps : D'une manière générale, dans les zones de retour les retournés sont logés dans les familles d'accueil qui habituellement n'ont pas assez d'espace. Il s'observe le plus souvent une promiscuité qui est souvent la source de problèmes de santé, mais aussi de protection, notamment les violences sexuelles et basées sur le genre (viols, agressions sexuelles, agressions physiques, etc.). Les expulsés logent dans des églises, des bâtiments publics, des entrepôts, des familles d'accueil etc. À Kabungu, chaque famille d'accueil a reçu au moins cinq familles expulsées.

Province du Kasai Central

- **Cash inconditionnel :** Premier appui en cash aux retournés d'Angola vivant dans la zone de santé de Yangala en Territoire de Luiza. Au total 18 054 personnes (3009 ménages), familles d'accueil ont bénéficié d'une assistance monétaire inconditionnelle entre les 3 et 6 janvier dans le cadre du programme RRMP exécuté par l'ONG CONCERN Worldwide. Seuls les ménages bénéficiaires vivant dans l'aire de santé de Yangala avaient également bénéficié de l'assistance alimentaire au cours des mois de novembre et décembre grâce au financement du PAM et mis en œuvre par l'ONG ADRA.

Coordination générale

- À Tshikapa, un CLIO spécial sur la réponse à la crise des retournés congolais d'Angola a été organisé le mardi 29 janvier 2019, au cours duquel l'état des lieux sur les interventions en réponse à la crise a été mis à jour, les gaps par rapport aux besoins en présence et les activités prioritaires pour l'année 2019 par secteur ont été définis. Le CLIO a également recommandé le renforcement de la coordination de la crise dans les provinces du Kasai, de Kwango et de Kwilu.

Les réunions suivantes sont prévues :

- Tous les mercredis à 16h00 : réunion générale des partenaires humanitaires à Kamako.
- Les 12 et 26 février 2019 : réunion CLIO Tshikapa.
- Les 8 et 22 février 2019 : forum d'échange d'informations humanitaires à Tshikapa.

Contexte de la crise :

Les premières expulsions de ressortissants congolais depuis l'Angola ont débuté en 2002 et ont souvent été accompagnées de graves incidents de protection. Certains congolais vivaient dans le pays depuis plus d'une génération. D'autres vagues importantes d'expulsions se sont ensuite produites, souvent avec un usage excessif de la force. L'année 2009 a marqué un premier pic avec l'expulsion d'environ 160 000 citoyens congolais et ouest-africains. Au cours des années suivantes, des expulsés sont régulièrement arrivés en masse dans les provinces frontalières. En 2013, une assistance humanitaire a été apportée en réponse à une nouvelle vague importante d'expulsions, notamment par l'OIM, Médecins du Monde, le CISP et la Croix-Rouge nationale.

Le phénomène actuel de retour s'inscrit dans la dernière vague, plus petite, qui a débuté fin 2016. Après une relative accalmie des expulsions entre 2014 et le premier semestre de 2016, de nouvelles expulsions transfrontalières ont été rapportées, coïncidant avec la flambée de violence dans la région du Kasai. Ce problème a été signalé dans le premier rapport de situation d'OCHA sur la crise du Kasai, en mars 2017. Depuis lors, les acteurs humanitaires dans la province du Kasai ont continué de signaler de nouveaux mouvements de retours forcés, souvent accompagnés de graves incidents de protection. Au total, entre août 2016 et mai 2018, quelque 2 000 expatriés congolais seraient arrivés en moyenne chaque mois dans le seul territoire de Tshikapa (province du Kasai).

Les migrations économiques vers l'Angola et les expulsions depuis ce pays vers la RDC suivent un schéma cyclique, lié à la saison sèche (généralement entre mai et août), marquant la haute saison pour l'exploitation artisanale du diamant. Les cycles électoraux en Angola constituent un autre facteur déclencheur. La porosité des frontières rend par ailleurs difficile le suivi précis des retours et expulsions.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Dan Schreiber, Chef de la section Coordination, schreiberd@un.org, Tél. +243 81 706 1204

Millan Atam, Chef de sous-bureau, région du Kasai, atam@un.org, Tél. +243 995 901 538

Willy Kalenga, Assistant chargé des affaires humanitaires, kalenga@un.org, Tél. +243 81 267 7060

Pour plus d'informations, veuillez-vous rendre sur www.unocha.org ou www.reliefweb.int.

Pour être ajouté ou supprimé de la liste de distribution de ce rapport, envoyez un email à : kasendue@un.org